

La brutalisation du monde

Le Soir, quotidien belge,
mardi 24 avril 2012, 13:50

Jean-Paul Marthoz Journaliste et essayiste

En suivant le procès d'Anders Behring Breivik à Oslo, en le voyant tendre son bras comme un SA, on aimerait se dire que ce lâche, qui a abattu sans pitié des jeunes militants sociaux-démocrates norvégiens, est un fantôme sorti de nos cauchemars, de ces « terres de sang » de l'Europe totalitaire des années 40, traversées de hordes exterminatrices.

On aurait envie aussi de se convaincre que cet assassin de masse est un loup solitaire, une exception barbare qui confirme la règle générale de notre civilisation et de notre humanité

Mais Breivik est bien réel et surtout, comme l'écrit Paul Hockenos, dans *Foreign Policy*, s'il a agi seul, « *il n'est pas seul* ». Ses obsessions islamophobes flottent comme une nuée toxique sur un monde occidental volatile et désorienté. Des bribes de ses « idées » circulent sur les forums anonymes d'Internet, s'échangent dans des arrière-salles où se réunissent des militants politiques exaltés.

Même si elles ne débouchent pas sur une rage meurtrière, elles émettent un sourd et inquiétant grondement, qui pourrait un jour se terminer par un cataclysme politique.

« *De la Scandinavie à la Méditerranée, des partis politiques qui épousent une version un peu plus douce des idées de Breivik siègent au parlement et participent même à des gouvernements* », s'inquiétait Paul Hockenos. Mais plus dangereusement encore, un réseau international d'associations et de publications qui se présentent comme les croisés de l'anti-Djihad, alimente une vision apocalyptique de sociétés occidentales assiégées. C'est sur leurs sites que Breivik a pratiqué, haineusement, ses « copier-coller ».

L'année dernière, certains mouvements d'extrême droite s'étaient bruyamment dissociés du tueur. Le personnage était trop sulfureux, trop monstrueux. Toutefois, écrit Paul Hockenos, « *leur racisme antimusulman est aujourd'hui plus strident que jamais* », attisant, exacerbant, les inquiétudes que suscite une religion qui, au menu des actualités, est le plus souvent associée à la violence, à l'obscurantisme et à l'intolérance. « *Les journaux norvégiens, ajoute l'auteur, doivent régulièrement fermer leurs zones de commentaires en raison des réactions outrancières que suscite tout article sur l'islam ou l'immigration.* »

Ces mouvements extrémistes ne visent pas seulement l'islam. Dans la stratégie de la tension qu'ils ont mise en œuvre, l'islamophobie radicale est un Panzer lancé non seulement contre une gauche « multiculturaliste » et donc « traître et coupable », mais aussi contre les fondements de la démocratie et de la liberté.

Ces antidjihadistes autoproclamés ont la même haine du libéralisme politique, un même rejet de la raison, un même mépris pour la modération, une même détestation de l'égalité et de la laïcité que les islamistes salafistes dont ils se disent les pires ennemis. Avec eux, ils rongent nos sociétés, comme les nationaux-socialistes et les communistes s'étaient ligués, durant l'entre-deux-guerres, pour abattre la social-démocratie allemande. Anders Breivik, Mohamed Merah, même combat.

Le choc avec ces « nouvelles » extrêmes droites ne peut être que frontal, car il porte sur la définition même de la « civilisation européenne ». Il oppose des conceptions et des mémoires radicalement différentes de l'histoire de notre continent. Il s'inscrit dans les grands face-à-face des siècles passés et dont nous sommes heureux aujourd'hui, mais jusques à quand, qu'ils se soient bien terminés : Spinoza contre Torquemada, Benjamin Constant contre Joseph de Maistre, Jacques Maritain contre Charles Maurras, Albert Camus contre le général Massu.

Ces questions n'auraient sans doute pas la même gravité si nous vivions dans une période de sérénité, de croissance et d'optimisme. Beaucoup de politologues soulignent, en effet, que nos sociétés se durcissent, que la violence symbolique, verbale ou physique, régit de plus en plus les rapports sociaux, créant un contexte favorable à tous les ensauvagements idéologiques.

Dans un essai récent, Josepha Laroche, professeur de Sciences politiques à la Sorbonne, parle d'un processus de « décivilisation ». « *Avec l'affaiblissement des acteurs étatiques de moins en moins en mesure d'intervenir comme instances légitimes de régulation et de protection, écrit-elle, avec la mondialisation des violences non étatiques et des communautarismes, les sociétés doivent faire face à la brutalisation du monde – affrontements identitaires, destructions du lien social et des solidarités, exclusion de la communauté nationale d'individus lentement réifiés avant d'être socialement néantisés.* »

L'écrivain Chris Hedges ne disait pas autre chose, la semaine dernière à Bruxelles, lorsqu'il décrivait son pays, les Etats-Unis, privé des garde-fous qui avaient été mis en place par le « libéralisme à l'américaine », notamment sous la présidence de Franklin D. Roosevelt, pour « civiliser » par la régulation la violence des acteurs économiques et protéger par la solidarité les populations socialement les plus vulnérables.

Evoquant sa récente bouurlingue dans les wastelands de l'Amérique, dans ces nouveaux terrains vagues créés par la désindustrialisation, il dénonçait lui aussi la brutalité d'une globalisation et d'une dérégulation qui, faisant exploser les inégalités sociales, a quart-mondisé des millions d'ouvriers, d'employés, de jeunes, abandonnés à leurs rancœurs et à leurs rêves fracassés. Une nouvelle fois, comme dans les années 30, un ultralibéralisme obscène et sans retenue risque de tuer le libéralisme politique.

Aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis, ces incertitudes, cette insécurité et cette peur du déclin sont renforcées par la crainte plus générale encore d'un déclin national face à la montée des nouvelles puissances émergentes et d'une perte d'identité face à une immigration, hispanique là-bas, musulmane ici, qui, dans une partie non négligeable de l'opinion, est ressentie ou brandie comme une menace existentielle.

Autant dire qu'il ne suffira pas de proposer des ateliers sur l'interculturalité ou de célébrer la diversité dans des spots télévisés pour arrêter cette dérive qu'un nouveau cataclysme économique pourrait à tout moment accélérer.

Mais n'est-ce pas déjà trop tard ? Après le score du Front national au premier tour des élections françaises, le tocsin résonne plus fortement encore, l'horizon s'assombrit, les nuages s'amoncellent.

Raymond Aron, l'un des plus grands penseurs du libéralisme politique, parlait d'un « devoir d'espérance ». « *La liberté n'est jamais une cause perdue*, renchérisait Nicolas Baverez, son biographe. *Il n'y a aucune fatalité à ce que le dernier mot revienne à la haine et à la violence.* Il n'y a aucune fatalité, en effet, s'il n'y a aucune passivité parmi ceux qui sont attachés aux principes, acquis de haute lutte et toujours réversibles, qui fondent les démocraties avancées. Comme l'écrivait Françoise Héritier, professeure au Collège de France, « *le mal commence avec l'indifférence et la résignation* »